

La France reste attractive pour les investisseurs étrangers malgré la crise

Cataclysme économique pour certaines entreprises, le coronavirus a frappé et fragilisé de nombreux secteurs économiques. Mais malgré ces fêlures, les investisseurs étrangers ne comptent pas désertier la France.

Temps de lecture : minute

26 novembre 2020

Depuis mars dernier, la France ne passe pas au travers des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et des vagues de licenciement. Danone, Total et IBM viennent d'annoncer plusieurs milliers de suppressions d'emploi. Malgré ces mauvaises nouvelles et l'impact négatif indéniable du coronavirus, la France semble garder la face auprès des investisseurs étrangers. C'est en tout cas ce qui ressort du sondage réalisé par Ipsos pour les Etats de la France, auprès de 200 responsables de sociétés étrangères de plus de 250 salariés implantées en France, entre fin septembre et début novembre 2020.

La France, touchée mais pas coulée

C'est une réalité : la crise a bousculé et mis à mal de nombreux secteurs. Il suffit de lire la presse ou d'écouter les informations pour entendre la grogne des hôteliers, des VTC, des restaurateurs ou encore du monde culturel. Plongée dans l'inconnu, la France a pourtant su résister en partie au gré des plans de solidarité ou de relance et à coups de milliards d'euros d'aides.

Si les trois quart des dirigeants interrogés admettent que leurs filiales françaises ont été impactées négativement, un tiers seulement estiment que cet impact est "très important". Pour 23% d'entre eux, la crise a même engendré des opportunités et s'est révélée positive, ce qui est clairement le cas pour de nombreux acteurs technologiques avec notamment la généralisation du télétravail.

Comparée à ces voisins, les filiales françaises n'ont pas à rougir de sa situation. La moitié des dirigeants interrogés estiment que leurs autres filiales ont subi les mêmes difficultés et 30% que l'Hexagone s'en est même mieux tirée. Les filiales françaises ont surtout mieux tenu que leurs homologues britanniques, espagnoles et italiennes mais demeurent moins bien estimées que les allemandes.

Les investissements conservés à long terme

Malgré une certaine résistance accordée à la France, 53% des interrogés estiment que la crise aura un impact négatif sur son attractivité tandis que 29% misent plutôt sur un croissance des intérêts pour l'Hexagone. Au cours des prochaines, une majorité de dirigeants (54%) pense que sa maison-mère va investir davantage en France dans les années à venir. Une perspective positive à prendre avec des pincettes, l'an dernier ce chiffre atteignait 81%. À court terme, les investissements prévus seront maintenus.

Plus globalement, 77% des dirigeants considèrent que la France reste un pays attractif. Comparée à ses voisins, elle s'en sort mieux que l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni post-Brexit mais demeure en retrait par rapport à la Suisse, les Pays-Bas et, surtout, l'Allemagne.

La France est attendue au tournant sur 4 points

La France a quelques atouts dans son sac pour continuer à attirer les investisseurs étrangers et le gouvernement n'y est pas pour rien. Plus de 46% des dirigeants estiment que l'exécutif a bien géré la crise. Il faut avouer que l'État n'a pas hésité (et continue) à multiplier les aides, les fonds et les plans de relance pour sauvegarder un maximum d'emplois et d'entreprises. Cette politique volontariste semble rassurer les dirigeants.

De manière générale, les investisseurs tablent sur six critères principaux pour choisir les pays et les entreprises dans lesquels ils investiront.

La France est clairement désavantagée par rapport à ses voisins européens concernant le coût de sa main d'oeuvre et sa capacité à retrouver une croissance économique. Pour 80% des dirigeants, l'Hexagone devra attendre deux ans pour renouer avec. Elle brille néanmoins par sa capacité technologique pour 60% des interrogés. Les maisons-mères attendront surtout la France sur quatre critères : capacité à devenir un leader dans les domaines technologiques d'avenir, fiscalité avantageuse pour la reprise, exceller dans politique de relance, réformes des retraites et assurance chômage.